

# UNES - PRESSE

EDITORIAL

## COLCHIQUES

Colchiques dans les prés, fleurissent,  
fleurissent

Colchiques dans les prés, fleurissent,  
c'est la fin de l'été.

Eh oui ! Je ne vous apprend rien, c'est l'automne. Les feuilles qui tombent, les frimas, le gel, l'hiver qui arrivent. Et les étudiants qui prennent ou reprennent le cours doré et languissant de leurs études. Quelle poésie, quel souffle, n'est-ce pas ?

Mais que pourrait être l'éditorial de la rentrée, à part poétique ? Il pourrait par exemple être laborieusement militant. Id est. La démobilitation actuelle qui règne dans le mouvement étudiant est symptomatique de la situation sur les fronts les plus divers de la lutte des classes : dans tous les secteurs, ces mouvements de lutte subissent l'offensive coordonnée de la bourgeoisie, du réformisme et du révisionisme. A l'université comme ailleurs, la bourgeoisie exploite cette situation de faiblesse pour consolider sa politique de réformes et de répression (numerus clausus, etc...) Pour faire face à ces attaques, il faut une organisation et une ligne de masses : aller aux masses, écouter les masses, servir les masses. Voilà les principes qui doivent inspirer les étudiants d'avant-garde dans leur juste lutte pour inverser le rapport de forces défavorable face à l'ennemi de classe. Etudiants de toutes les facultés, unissez-vous ! Etc... Etc...

Cet éditorial pourrait aussi être du genre décontracté. Cool, démago new wave. Ciao les nanas, ciao les mecs, comment ça va ? (Ca va pas mal, merci). Faudrait quand même voir pour se démerder, hein, parce qu'en face, hein, ça chôme pas. Les beedies ou le "joint" remplacent les gauloises bleues ou papier mais. Cet éditorial pourrait être socialiste; attaché-case, syndicaliste, cravateur, pepsodent et dynamique, etc... Eh bien non ! Il n'est rien de tout cela. Il n'est qu'un modeste rappel, le rappel de l'existence d'Unes-Presse et de son équipe, toujours prête à recevoir des étudiants, à qui il est destiné; critiques, suggestions, participation.

Un petit mot encore. Cette année Unes-Presse a décidé de s'ouvrir à la publicité. Cette question est toujours délicate. Un journal étudiant n'est pas un dépliant publicitaire. Mais notre situation financière a répondu pour nous, ainsi que le fait que ce n'est pas tant le principe qui compte que l'indépendance rédactionnelle et le refus des publicités qui serviraient des intérêts par trop douteux.

Guy Mettan

UNES - PRESSE No 9

Journal d'information et d'opinion  
des étudiants romands

Organe de liaison de l'Union nationale  
des étudiants de Suisse (UNES) en  
Romandie.

Publié par les E.E.R. c/o Agepoly  
1015 Lausanne  
(Tel. 021/47 20 95 le matin et  
26 82 01 l'après-midi)

Rédacteur responsable :  
Luc Recordon

Tirage : 5'000 exemplaires.

## SOMMAIRE

- Editorial : Colchiques, par Guy Mettan
- Politique de l'éducation :
  - La psychose des raisons impératives, par Stephan Anderegg
  - Brèves nouvelles et un rectificatif.
- International :
  - L'été andin, par Luc Recordon
  - Brève nouvelle
- Des unis :
  - L'alternative, par Stephan Anderegg
  - Brèves nouvelles
  - Grève à Berne : quelques souvenirs, par Laurent Duvanel

## LA PSYCHOSE DES RAISONS IMPERATIVES

On n'a pas besoin d'une formation de psychiatre pour constater que le pouvoir politique se met à dérailler quand il entend parler de formation universitaire. Il tire tous ses arguments du système économique, toujours du même, et il prêche inlassablement la même chose que les marchands. Une de ses idées fixes : les deniers publics sont un lubrifiant pour l'appareil producteur suisse. Aveuglément, nos directeurs d'instruction calculent la force de travail de chaque étudiant. Ils les comptent, leurs étudiants; ils évaluent leur durée d'étude; ils les font bosser durant les vacances; la sélection quantitative est leur première préoccupation.

Le psychisme des étudiants fonctionne différemment. L'UNES propose très gentiment que le repos et l'activité culturelle et politique trouvent une place fixe et réservée dans la vie des étudiants. Elle souhaite aussi que l'anonymat des universités soit compensé par des tutelles d'étudiants qui permettent à ceux-ci de connaître la science des deux côtés, actif et passif. Elle tient à ce que l'on prenne le temps nécessaire à l'essai de plusieurs méthodes scientifiques et que l'on ne se contente pas d'une seule opinion scientifique. Les porte-paroles des étudiants doivent sans cesse rappeler leur besoin d'un cadre d'étude permettant des choix autonomes fondés sur la critique des structures sociales et la science elle-même.

Entre ces deux pôles, le militant cherche à développer une stratégie en partant des lacunes du système social actuel où l'économie privée et semi-privée constitue l'institution axiale. Or cela entraîne aujourd'hui une concentration de population et d'universitaires dans les centres industriels et une marginalisation massive de forces créatrices qui ne se prêtent pas à une rationalisation unidimensionnelle. Ensuite, le dynamisme technologique et financier de l'industrie bloque l'individu isolé : le syndicat chrétien des metallos prévoit que d'ici 5 ans 35,9 % des leurs seront touchés par l'introduction de la microélectronique.

S. Anderegg

## BREVES NOUVELLES

### ● BOURSES

On s'agit dans les chaumières. Décidément, c'est fou ce que l'argent manque à Berne : on parle — oh, tout bas encore — de supprimer d'ici à 85 les subventions fédérales aux cantons en matière de bourses. Pour les régions économiquement faibles, la perte sèche se monterait environ à 60 % de l'argent à disposition ! Alors ? L'UNES fourbit ses arguments et revoit sa stratégie (un rien attentiste jusqu'à présent). Si tout va bien, l'année prochaine une initiative (hé oui) ira secouer l'ordre établi.

— Encore un truc bidon pour aller légitimer la farce des votations ?

— Doucement : même si l'initiative dite du modèle de Lausanne, qui portait aussi sur le financement des études a été retirée en 74, elle aura eu le mérite non négligeable de faire augmenter substantiellement les sommes allouées aux boursiers. Préparez-vous moralement à aller récolter des signatures. Affaire à suivre.

### ● DROLE DE REFORME

L'Union nationale des étudiants de Suisse s'associe à la protestation du Conseil d'Etat genevois contre le transport de Genève à Berne du "CESDOC", le Centre suisse de documentation en matière d'enseignement et d'éducation. Ce transfert a été décidé par la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique à la majorité de 13 voix contre 11. L'UNES craint la concentration et le contrôle technocratique des services de documentation.

### ● SILENCE — HOPITAL

"C'est aux médecins de se poser les questions, non aux infirmières !", il s'agit de la voix de M. Bernard Morand, médecin et député valaisan. Personnellement et par une interpellation au Grand Conseil, il est intervenu à l'Ecole romande d'infirmières de la Croix-Rouge "La Source" parce qu'elle avait accepté un travail de diplôme concernant le "tourisme gynécologique" valaisan à Lausanne et à Genève. La direction de l'école noie le poisson, désire que l'on ne donne pas suite à l'affaire et préfère que le silence entoure les questions médicales. L'histoire du secret médical du Dr Morand a tué la libre recherche des étudiantes-infirmières à Lausanne.

### RECTIFICATIF

*Les services sociaux et culturel de l'Université de Genève nous font observer que, contrairement à ce que nous avons écrit en avril dernier, dans l'article de Guy Mettan consacré à Genève et faisant partie de notre "dossier Bourses d'étude", il n'est pas possible à quelque étudiant que ce soit de l'Université du bout du lac d'obtenir simultanément plusieurs bourses d'organes différents de l'université. Il n'est même pas possible de déposer son dossier devant plus d'une commission de bourses.*

## INTERNATIONAL

**Au sortir d'un été chez nous souvent morne, nous tâchons de voir par-delà nos horizons limités de Suisses, d'Européens, les signes de ce que pourrait être le futur proche et la manière dont il nous interpellera.**

### L'ETE ANDIN

Croirais-tu lecteur, que tu sois ou non allé te promener au Pérou, qu'un tel pays produise des exemples tels que nous devons les suivre ou du moins nous en inspirer pour l'organisation de notre société ou de nos Etats, en Suisse, en Occident ? Après tout il y a belle lurette que l'Amérique du Sud figure au catalogue mondial sous la rubrique "pays occidentaux de 3e et 4e choix". L'expérience précisément péruvienne de 1968 de quelques militaires "préportugais" (par analogie avec la chute des salazaristes à Lisbonne en 74) s'est enlisée. Allende a été renversé comme par un "coup de Prague" ou de Budapest; des réserves se font jour sur le comportement de Cuba; bref, les espoirs latino-américains sont bien ténus et se reportent tout entier sur l'opiniâtre petit peuple nicaraguayen et de façon générale sur les micro-pays d'Amérique centrale. Eh bien, je ne suis pas persuadé que l'absence d'informations enthousiasmantes, non plus que notre résignation à cet égard, marque un arrêt définitif de l'évolution de ces nations et leur condamnation à des systèmes allant de l'autoritarisme au fascisme, de la dépendance économique à l'asservissement, de l'exploitation du peuple à son quasi-esclavage. Bien au contraire, tant à l'intérieur de ces pays que sur le plan international, les mouvements et les tentatives des années récentes ont semé des idées neuves et génératrices de réflexion et d'action, plus seulement dans la tête de tel ou tel libérateur héroïque, mais chez un grand nombre d'hommes et de femmes.

### Le Pérou

Révélatrice dans ce sens est l'ambiance qui règne aujourd'hui à Lima et dans la plupart des capitales provinciales du Pérou. Le remplacement en 1976 des militaires considérés comme progressistes, artisans entre autres d'un réel essai de réforme agraire voire industrielle, par des officiers supérieurs beaucoup plus sensibles aux intérêts des classes dominantes de leur pays et des investisseurs étrangers, aurait dû signifier le prélude à un durcissement très classique en Amérique du Sud. Or, l'information et l'organisation du peuple péruvien et de ses défenseurs ont atteint à l'issue de dix années de réformisme économique et social un degré tel qu'il n'est plus possible d'instaurer une dictature en douceur; les moindres déviations opérées par le général Morales Bermudez suscitent une réaction immédiate et le seul moyen d'établir une autorité forte sur le pays serait de procéder à la manière d'un Pinochet ou d'un Videla, ce qu'aujourd'hui du moins il ne peut ni ne veut.

Bien au contraire, le régime actuel se trouve, depuis son arrivée au pouvoir, à ce point en porte-à-faux par rapport à la nation qu'il a dû mettre en route il y a plus d'un an un processus de retour à une légalité civile. C'est donc sur le terrain de la rédaction d'une Constitution par une constituante régulièrement élue que le gouvernement a été contraint par les forces populaires de placer le combat politique. Publié le 12 juillet, le projet a immédiatement donné lieu à une réaction du Président Bermudez, doublement révélatrice : celui-ci a renvoyé le projet à l'assemblée, l'accusant d'avoir outrepassé ses droits en légiférant dans des domaines "interdits" (ce qui est un reproche pour le moins bizarre en droit constitutionnel). Mais le double enseignement de cet épisode me semble être le suivant : le gouvernement a provoqué un esclandre purement politique à propos de dispositions telles que la suprématie de la loi, l'interdiction de la peine de mort, etc., dont d'une part il craint qu'à la différence de ses devancières cette Constitution soit connue du plus grand nombre, respectée, appliquée, bref forte, d'autre part, il n'ose pas pour l'instant intervenir autrement que par un dialogue avec la constituante, ce dialogue fût-il brutal; au reste, cette dernière a répliqué "de volée" par une fin de non-recevoir.

### La Bolivie

Venant d'elle on s'y attendait encore moins et moi-même, ayant quitté ce pays à la mi-septembre, pas plus que les autres. Certains signes sans doute montraient que le pays qui avait réduit la guérilla de Che Guevara n'était plus exactement le théâtre-guignol du pronunciamiento à la sud-américaine; ne serait-ce que la vente libre et étendue des romans de Régis Debray. De même, il semblait que la COB (Centrale ouvrière bolivienne) devenait un bien puissant syndicat. Non moins étonnante, la tenue en plein La Paz du congrès du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), parti frère bolivien de celui qui au Chili mène à peu près seul la lutte clandestine.

Mais de là à assister au bras de fer entre l'armée et les civils qu'a provoqué le putsch du colonel Natusch Busch il y a quelques semaines, puis à la première victoire de ceux-ci dans l'histoire monotone des coups d'Etat boliviens... Or, cette fois-ci, le peuple a été tout sauf indifférent et consentant face au viol de la démocratie. Cet été déjà au Parlement les tenants de l'autoritarisme ne purent imposer à la nation un nouveau Président battu aux élections, bien que la loi électorale le leur eût permis, ne purent non plus éviter de demander à l'ancien homme fort, le général Banzer, des comptes de sa gestion fort probablement déloyale. Survenant après ce premier renversement de tendances, dû pour beaucoup aux pressions exercées par la COB, la renonciation de Natusch Busch et l'installation à sa place de Mme Gueiler par les civils est l'indice d'un changement qualitatif du rapport des forces sur l'altiplano.

## L'éducation, secteur-clé

Cependant, si une différence m'a frappé en passant du Pérou à la Bolivie et vice versa, c'est justement le rôle capital joué actuellement par ce secteur au Pérou. Non seulement des manifestations quotidiennes à ce sujet ont émaillé l'été andin de Tumbes à Desaguadero (villes extrêmes nord et sud du Pérou), ce qui ne serait pas bien étonnant pour les habitudes locales, mais encore un débat permanent s'est déroulé surtout dans les organes de presse, dont du reste la seule diversité représente une surprise pour le profane.

Tout a démarré avec les revendications lancinantes de la SUTEP, syndicat des instituteurs, réactivées au printemps. Quand on saura que ces derniers gagnent plusieurs fois (on a parlé de 8 fois) moins que par exemple un ingénieur employé par une compagnie internationale et que le coût de la vie subit des hausses fréquentes et violentes, on comprendra leur irritation. D'autant mieux que repose sur leurs épaules la lourde tâche de combattre l'analphabétisme au niveau de la première génération. L'attitude du public, sa sympathie même, à l'endroit des instituteurs en grève, le soutien d'ensemble à la grève de la faim entamée par des dirigeants de la SUTEP arrêtés au début du conflit, constituent à mon sens l'aspect politique le plus considérable de l'affaire.

Au Pérou, on s'en aperçoit ainsi, la conception de l'enseignement, sa bien-facture, compte parmi les préoccupations les plus vives de l'opinion publique. Au même titre que la querelle centenaire avec le Chili sur le désert d'Antofagasta sur le plan international, au même titre que la réforme agraire, c'est un point très sensible du débat politique. C'est également, je le crois, une preuve de maturité que nous donne ce peuple. On m'objectera sans doute que chez eux le problème s'avère si crucial qu'il faudrait être aveugle pour ne pas le voir. Mais je ne pense pas qu'il soit plus facile à un peuple aussi jeune à la démocratie de se convaincre de la primauté et de l'urgence d'un enseignement de base généralisé, qu'au peuple suisse par exemple, muni de ses quelque cent cinquante ans de civisme et d'instruction, de réaliser combien l'éducation se trouve encore et toujours parmi nos objectifs vitaux et décisifs : le seul investissement à moyen et long termes qu'il soit rigoureusement interdit de rater.

Par malheur, quelques-unes de nos décisions récentes, sur l'aide aux hautes écoles, sur l'apprentissage, font naître le doute quant à notre détermination et notre conscience. Conscience qui semble bien plus à vif au Pérou; c'est sans doute un motif d'humilité, comme on aime à en trouver en nos contrées calvinistes, mais surtout de réflexion. "Prends-en de la graine" comme on le dit encore plus volontiers ici...

**Luc Recordon**

## ● SUCCES D'UNE PROTESTATION

Au semestre d'été dernier, une pétition adressée au gouvernement de Madagascar circulait parmi les étudiants romands. Il s'agissait de se montrer soli-

daire de deux correspondants de l'association des étudiants malgaches à l'étranger, dont les lettres avaient été interceptées et jugées subversives. L'appui de certains professeurs français a contribué à la libération des deux étudiants.

## LE RESPECT DU PETIT RESEAU

### L'ALTERNATIVE

L'étudiant préoccupé par la politique de formation actuelle doit trouver des raisons qui sortent de ce système axé sur la productivité industrielle. La relation à l'environnement direct, au réseau humain local devient alors prioritaire. Elle permet d'utiliser toutes les qualifications acquises à l'école ou dans la pratique et récupère tous les types de formation. Des profs de Saint-Gall voient dans le "petit réseau" une solution au problème du chômage technologique des ouvriers, de la mise à l'écart des femmes du processus social et économique, ainsi que de la destruction des ressources naturelles. L'unidimensionalité des raisons économiques et leur poids dans tous les domaines de la formation seraient remplacés par la multiplicité des tâches et besoins d'une communauté locale. C'est elle qui assurerait l'existence de ses membres et non plus une économie centralisée.

Le respect des réalités locales et l'animation de réseaux à dimension humaine est une alternative à l'impérialisme économique, qui impose des centrales nucléaires à l'Argentine et au Pakistan. Si nous voulons tirer notre "industrie du savoir" des griffes d'un tel impérialisme, si nous voulons justifier une autonomie de la recherche et de l'enseignement, il convient de mettre l'accent de nos études sur l'entourage direct de chacun. A ce niveau, l'intégration des diverses sciences techniques, humaines et sociales et facilitée et permet de résoudre nos problèmes de civilisation postindustrielle. Cela est complètement impossible au moyen d'une raison malade qui ne pense qu'en termes d'offre et de demande.

J'arrête ici ma tentative de trouver un fondement à la lutte du mouvement étudiant suisse contre la rentabilisation uniforme des écoles au moyen de la sélection intrauniversitaire et extrauniversitaire.

**S. Anderegg**

## ● LOI DU POLY - Lausanne/Zurich

Fin octobre la législation transitoire qui règle depuis dix ans l'organisation des écoles polytechniques fédérales expire. Le Conseil fédéral propose une prolongation provisoire en attendant que trois experts aient élaboré une nouvelle loi. En collaboration avec l'UNES, les étudiants des polys avaient refusé en 1969 une loi rédigée en un langage du 19ème siècle, qui ne sortait pas de l'ornière technocratique. En soutenant le référendum des étudiants le peuple suisse n'avait pas voulu se contenter de paraphraser les problèmes d'une école technique. Aujourd'hui ce peuple semble davantage sensibilisé encore à l'environnement technique (centrales atomiques, routes nationales, urbanisme). On s'intéresse à la direction du développement technologique. Il appartient aux étudiants d'exiger les espaces de liberté dans leurs écoles qui permettent une telle discussion et de l'intégrer dans le projet de loi sur les écoles polytechniques.

## ● SERVICE D'ORIENTATION UNIVERSITAIRE

L'EPFL a transformé ce service destiné aux étudiants insatisfaits de leur orientation d'étude en service de relation publique du poly avec les employeurs. A Fribourg, on a pu décrocher fr. 5'000.- à l'assurance obligatoire des étudiants pour ce service d'orientation après que ce montant fut biffé du budget de l'Uni par le DIP. Le prof. H. Schöpfer s'est plaint publiquement qu'on ne mettrait que 0,4 0/0 du budget à disposition des problèmes humains des étudiants.

Il semble trop tard selon les responsables des services sociaux des universités suisses réunis en septembre pour créer là où elles manquent ces structures subventionnées à 50 % par la Confédération là où elles existent. Cela malgré les 2 mio épargnés sur le budget de l'Uni de Fribourg dans l'exercice écoulé.

## ● BOURSES

Les bourses attribuées par l'Université de Fribourg comprises par celle-ci comme aides complémentaires ont passé de fr. 450.- à 500.-. La décision fut prise à l'unanimité et avec la voix de l'AGEF.

Le montant total des bourses complémentaires octroyées par le Conseil de l'Université n'a jamais été aussi élevé que pour l'année universitaire 1978/79. Ces aides essayent de corriger la situation chaotique des bourses cantonales.

## ● EVOLUTION DES UNIVERSITES

Le prof. Pierre Furter de la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de Genève s'est occupé du "Défi des années 80" en termes prometteurs. Son analyse porte sur la formation permanente dans une société en crise et sur le développement culturel territorial par delà l'Université. Apprenons aussi que sa faculté a accueilli en 1978 la moitié des 101 étudiants genevois non titulaires d'une maturité.

Du côté du projet de modification de la loi sur l'Uni de Genève, les autorités universitaires souhaitent donner un caractère prioritaire à la discussion relative au statut du corps enseignant. Etudiants à vos marques !

## APRES REFLEXION

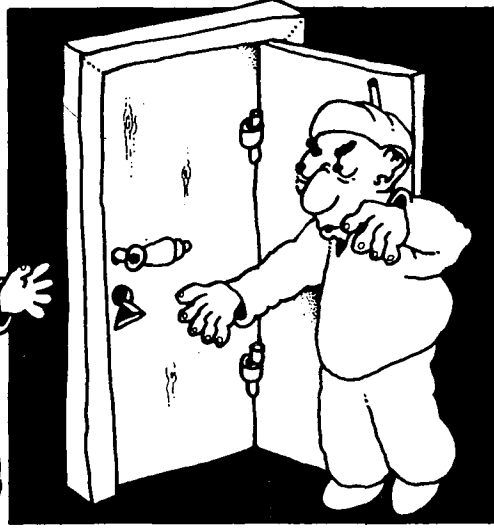
Il faudra se souvenir de la stratégie de la tension, élément indispensable à une large mobilisation; on suppose ainsi un scandale et une réaction des étudiants. Une fois suivi le chemin des compromis à travers les institutions, après s'être fait copieusement prendre pour des petits gamins, faire symboliquement acte de rébellion, histoire de chauffer la galerie des camarades, qui sera ainsi mieux préparé à mieux discuter d'un mot d'ordre de grève, car généralement, en bons produits de la paix du travail, nous n'osons plus en parler, même en petit comité, de faire grève. C'est là que le bât blesse, cette autocensure a duré si longtemps que l'expérience pratique nous fait défaut, alors qu'une telle forme de lutte ne peut pas tout laisser au hasard. Ainsi, le moment choisi, juste avant le grand vide de l'été (on pourrait presque dire : imposé tactiquement par la gent professorale) fut un élément négatif, tant au point de vue de la continuité de la lutte que de ses chances de réussite : une grève doit pouvoir se prolonger si le besoin s'en fait sentir, sinon on risque un peu trop l'ambiance course d'école. Ce qui fut le cas à Berne, notamment après un concert qui réunissait un nombre imposant de sympathisants-consommateurs. Malheureusement, cette masse ne s'intéressa que modérément aux cours, conférences et débats parallèles organisés par le comité de grève. Réfléchir et participer fatigue plus qu'écouter semble-t-il... Ces manifestations, prévues partie intégrante de ces journées, restèrent par trop académiques, à mon goût : on prêchait les convaincus, les petits malins restant à la maison.

En guise de conclusion, je dirais que notre juste lutte pour une meilleure Uni ne peut plus ignorer la grève comme moyen de pression, pour que "notre" tour d'ivoire devienne un lieu ouvert à la controverse et à la recherche, sans contraintes et dans l'intérêt de toutes les couches de la population.

Laurent Duvanel



L. D.



## GREVE A BERNE :

## QUELQUES SOUVENIRS

Jeudi matin 28 juin, 7.59 :

Une cinquantaine de mordus(es) se sont levés(es) tôt. L'ambiance est tendue... la grève (décidée en votation la semaine précédente par les étudiants en sciences économiques et sociales) est devenue réalité. La première depuis fort longtemps. Personne ne sait très exactement ce qui va se passer.

La situation en quelques mots : le 10 mai, le collègue des professeurs de la section de sciences économiques et sociales accepte un projet de nouveau règlement d'études, malgré de fortes oppositions, tant de la part des étudiants — qui n'avaient pas pu se faire entendre lors de l'élaboration du texte, la mise en place d'une commission mixte prof-étudiants ayant été refusée — que de la part d'organisations professionnelles — le Vorort en particulier doutait des bienfaits des "progrès" envisagés —. Il faut dire que la pilule était vraiment difficile à avaler : un système d'examen à l'américaine (principe dit du "crédit") qui oblige pratiquement l'étudiant à subir une épreuve à la fin du semestre pour chaque cours suivi.

La réaction ne s'est pas faite attendre, cette décision ignorait tous les efforts de conciliation de l'association des économistes au cours de la très hévétique procédure de consultation : près de 40'000 pages de tracts, infos diverses, lettres de protestations, un questionnaire analysé et commenté pour appuyer le légitime refus du désormais célèbre règlement. Réaction donc : le 10 juin un "groupe de travail pour une meilleure cuisine en sciences éco" (traduction libre) fête à sa façon le nouveau-né en l'encensant à l'acide butyrique (demandez à un copain chimiste ce que ça sent...) Le bâtiment principal, qui fut le théâtre de cette action de "terrorisme acide" (définition Berner Zeitung) resta dès lors en effervescence. Assemblée générale le 13, où le comité des étudiants SSE fut chargé de prendre les mesures nécessaires — entendez : organisation d'une votation — pour préparer une éventuelle grève, "si nos revendications quant à notre participation paritaire

aux travaux de la commission ne sont pas prises en considération". La Faculté refuse; le jour suivant, le mot d'ordre de grève est accepté par 80 % des économistes, avec une participation record pour l'Uni de Berne de 48 %.

Lundi 25 : les Lettreux et les Juristes se solidarisent. Mercredi 27 : la SUB organise un meeting, le Conseil des étudiants est convoqué d'urgence pour le lendemain.

Nous voilà arrivés au jeudi 29 qui figure déjà dans la galerie des bons souvenirs du commentateur. Piquet à 8 heures donc. Grande panique du recteur qui nous conseille d'aller déjeuner plutôt que de gêner ! Ce qui fut fait, à la cafétéria voisine, aux frais du rectorat. Les piquets se poursuivirent deux jours durant aux portes des salles où des professeurs réactionnaires (meilleur exemple : M. Niehans, père du règlement) essaieraient à tout prix de donner leur cours. Bouquet final : une occupation spontanée des escaliers de l'Uni qui bloqua l'enseignement pendant 2 heures. Résultat : la Faculté décida de reporter sa décision à la semaine suivante (la dernière du semestre d'été) dans l'espoir que les vilains agitateurs partissent en vacances.

## Epilogue à la Cincera

Pour contrer cette tactique bien connue, un groupe de 60 étudiants(es) décida d'envoyer une délégation de 20 personnes, soit autant que les professeurs, à la séance de la Faculté. Outrés, ces messieurs ne daignèrent même pas discuter de la représentation paritaire et partirent prendre leurs décisions sous la garde bienveillante de la police dans un bâtiment voisin, celui du tribunal cantonal ! Un professeur zélé prit tout de même le temps de sortir son pocket pour photographier les intrus "pour les besoins de l'enquête" ! Plainte fut déposée pour violation de domicile et contrainte... du moins on le suppose, le procureur Feuz ne voulant donner aucun détail à ce sujet délicat. Les photos dorment quelque part dans un tiroir et le règlement fut accepté le soir-même. AMEN.